

Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle

Légende: Dans ses Mémoires, Alain Peyrefitte, ancien ministre français de l'Information, explique pourquoi, fin 1964 déjà, le général de Gaulle souhaite que les troupes américaines mises à la disposition de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) quittent le territoire français.

Source: PEYREFITTE, Alain. C'était de Gaulle. Volume II: La France reprend sa place dans le monde. Paris: Fayard, octobre 1997. 652 p. ISBN 2-213-59458-9.

Copyright: "C'était De Gaulle. Tome II : La France reprend sa place dans le monde"
de Alain Peyrefitte

(c) Librairie Arthème Fayard, 1997

URL: http://www.cvce.eu/obj/alain_peyrefitte_c_etait_de_gaulle-fr-b87f9f30-69b5-47de-8f7d-3b729c2db24a.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*

[...]

« *Entre nous et les Américains, c'est la lutte* »

Salon doré, 9 décembre 1964.

AP : « Bohlen a raconté, après son audience, que vous lui aviez dit que vous vouliez sortir de l'OTAN.

GdG. – « Non ! Je lui ai dit : "L'OTAN se termine en 69 et nous ne serons certainement pas dans l'OTAN telle qu'elle est, après 69. Il n'y a pas d'intégration possible pour nous. Un traité qui la prévoit, nous ne l'accepterons pas. Il faut maintenir l'alliance entre la France et les États-Unis, entre la France et d'autres pays. C'est actuellement indispensable. Mais l'intégration et le commandement américain, c'est terminé." Alors, évidemment, ça les émeut.

Tous les types qui sont au SHAPE vont être obligés de quitter la France.

AP. - Ils ont cinq ans devant eux.

GdG - Oh, non ! Trois à peine. S'ils doivent être partis en mars 69, il faudra qu'ils aient commencé leur déménagement dès 67, pas trois mois avant.

AP. - Et si la Force multilatérale était réalisée, malgré vous ?

GdG. - Alors là, nous sortirions tout de suite. Nous prendrions acte de ce que l'OTAN est terminée. Les forces que nous avons en Allemagne, ou bien nous nous arrangerons directement avec les Allemands pour les y laisser, ou bien nous les ramènerons en France. Quant à tous les militaires étrangers en France, eh bien, ils ne pourront plus y rester, sauf à la condition d'être sous commandement français.

AP. - Pour la Force multilatérale, tout risque de se précipiter, si les Allemands s'arrangent avec les Anglais pour étendre à trois l'accord de Nassau.

GdG. - Ils ne pourront pas m'avoir. Je leur mettrai le marché en main : bon, alors si c'est comme ça, il n'y a plus d'OTAN, vous êtes libres, moi aussi. Ils sont incapables de supporter cette responsabilité.

AP. - Alors, une rencontre avec Johnson ne servirait à rien ?

GdG. - Elle ne servirait que dès lors que l'Amérique aurait renoncé à l'intégration ; dès lors quelle conviendrait qu'il faut faire une alliance d'égal à égal ; et en s'engageant réciproquement à faire la guerre si l'autre est attaqué. Alors ça, c'est possible. Dans ce cas, Johnson pourra venir à Paris. Sinon, il sait bien que ça, n'aboutirait à rien, donc il ne viendra pas. Ou bien, il viendra pour une réunion de l'OTAN, une histoire comme ça. Dans ce cas-là, je l'ignore. »

Salon doré, après le Conseil du 16 décembre 1964.

GdG. - Entre nous et les Américains, sous des dehors courtois, c'est la lutte. Nous sommes les seuls qui leur tiennent tête ; alors, ils ont décidé de nous combattre durement. Tels qu'ils sont, les Américains, c'est-à-dire une démocratie, ça n'ira pas très loin. Seulement, ça ira tout au moins jusqu'à ce qu'ils quittent la France. Leurs troupes et leurs chefs. »

[...]